



TERMES DE RÉFÉRENCE

Titre : Expert en Gestion De Politique Economique
Institution : Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
Durée du contrat : Douze (12) mois, renouvelable

I. Contexte et objectifs

La politique économique de la République d'Haïti désigne l'ensemble des instruments dont disposent le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque de la République d'Haïti (BRH) pour agir sur l'économie. Ces instruments permettent d'encadrer l'économie, de la stimuler en période de crise ou de la ralentir en cas de surchauffe, une croissance économique excessive pouvant entraîner une inflation incontrôlée. Bien que l'économie de marché soit le système dominant, les gouvernements conservent des leviers d'intervention pour réguler l'activité économique.

En Haïti, les principaux leviers de la politique économique sont :

1. La politique budgétaire : L'État ajuste ses dépenses et investissements publics pour influencer l'activité économique.
2. La politique monétaire : La BRH modifie les taux d'intérêt et régule le crédit pour influencer les comportements des agents économiques (entreprises et ménages).
3. L'assainissement des finances publiques : Une réforme essentielle envisagée depuis une décennie pour améliorer la gestion des ressources publiques.

Cependant, l'insuffisance des ressources domestiques et l'inadaptation des choix de dépenses impactent négativement les agrégats macroéconomiques, entravant les efforts de réduction de la pauvreté, un objectif central des cadres stratégiques tels que les Objectifs du Millénaire et le Programme Stratégique pour le Développement d'Haïti (PSDH).

Pour relever ces défis, le Ministre de l'Économie et des Finances doit mobiliser, en plus d'un personnel permanent qualifié, des experts capables de l'aider à atteindre les objectifs fixés. Ces experts contribueront à replacer l'économie sur un sentier de croissance durable tout en maintenant l'équilibre financier.

Le Cabinet du Ministre est chargé d'assister ce dernier dans l'application des mesures de politique économique, conformément au Décret de 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État. Les membres du Cabinet ont pour missions principales :

- D'assister le Ministre dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Ministère ;
- D'étudier et d'analyser les problèmes spécifiques soumis à leur examen par le Ministre, notamment les questions économiques ;
- D'accomplir des missions liées aux activités du Ministère.

II. Objectifs spécifiques

Les principaux objectifs de la politique économique sont :

- La croissance économique ;
- La création d'emplois (réduction du taux de chômage) ;
- La stabilité des prix (contrôle du taux d'inflation) ;
- L'équilibre des comptes extérieurs (solde de la balance des paiements).

III. Attributions du/de la Gestionnaire de la Politique Économique

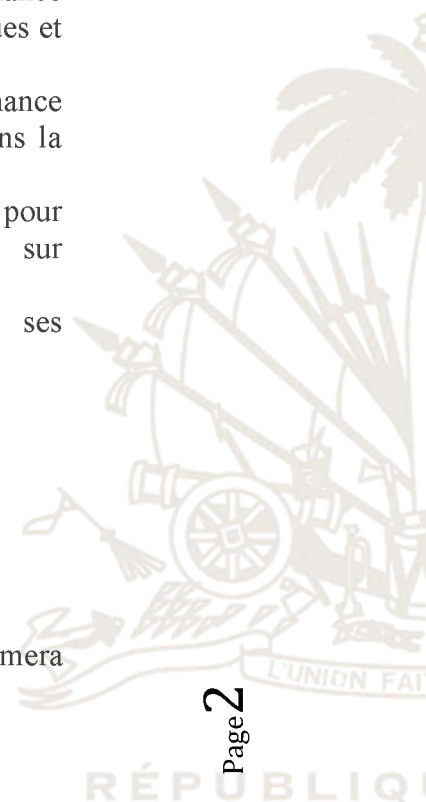
Le/La Gestionnaire de la Politique Économique aura pour attributions :

1. Fournir des conseils stratégiques au Ministre sur des questions de politique économique ;
2. Produire des analyses sur la situation socio-économique, les enjeux et les perspectives, et conseiller le Ministre sur les stratégies et politiques à adopter ;
3. Mener des travaux de réflexion sur des problématiques de politiques économiques conjoncturelles et structurelles, et proposer des orientations ;
4. Participer à la conception et à la mise en place de politiques et d'instruments de financement pour les secteurs prioritaires de croissance ;
5. Orienter la coopération externe pour répondre aux enjeux de croissance, de création d'emplois et de changements climatiques ;
6. Encadrer ou coordonner le développement et la mise en œuvre de politiques et réformes prioritaires pour stimuler la croissance, améliorer le climat des affaires et la gouvernance économique ;
7. Proposer et organiser des mécanismes de renforcement de la gouvernance économique et d'articulation des liens entre les niveaux macroéconomiques et sectoriels ;
8. Contribuer à la préparation d'outils de communication sur la gouvernance économique, le cadre institutionnel et le rôle des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la politique économique ;
9. Travailler étroitement avec la Direction des Études Économiques pour renforcer la diffusion régulière de notes, statistiques et bulletins sur l'économie ;
10. Réaliser toute autre activité, étude ou tâche en conformité avec ses qualifications, compétences et mandat, sur demande du Ministre.

IV. Hiérarchie et supervision

L'Expert en **en Gestion De Politique Economique** relèvera directement de :

1. **Le Ministre de l'Économie et des Finances** :
 - L'Expert fournira des conseils stratégiques au Ministre et l'informerait des progrès et des enjeux majeurs.



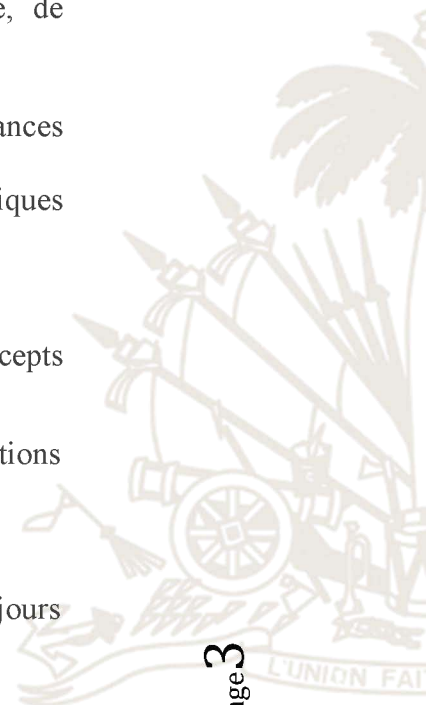
V. Livrables

- Notes et rapports ad hoc destinés au Ministre sur des enjeux économiques et des sujets de politique économique ;
- Notes techniques et d'orientation sur des dossiers de politique économique (politique budgétaire, politique d'investissement, etc.) ;
- Propositions sur la politique de financement de l'économie et des secteurs d'activité ;
- Contributions aux stratégies de financement des secteurs prioritaires (agriculture, construction/logement, PME) ;
- Coordination de dispositifs de financement innovants ;
- Calendriers concertés de mise en œuvre de politiques et mesures pour la croissance et l'emploi ;
- Suivi et rapports sur la mise en œuvre des politiques dans le cadre du pacte pour la croissance ;
- Contributions à l'évaluation des stratégies de coopération avec les partenaires techniques et financiers ;
- Notes et publications élaborées et diffusées en collaboration avec les structures du MEF ;
- Propositions de mesures et travaux sur les réformes de la gouvernance économique dans le cadre de la Commission de Réforme des Finances Publiques ;
- Rencontres pour instruire ou suivre des dossiers de politique économique avec les institutions et acteurs concernés.

VI. Profil requis

Pour le poste de Gestionnaire de la Politique Économique, le profil requis est le suivant :

- Formation : Diplôme universitaire en économie, finances publiques, politiques publiques ou domaine connexe ;
- Expérience : Au moins 10 ans d'expérience en matière économique, de préférence dans un contexte de réforme ou de développement ;
- Connaissances :
 - Compréhension approfondie des enjeux de la réforme des finances publiques en Haïti ;
 - Maîtrise des outils de planification et de gestion des politiques économiques ;
- Compétences :
 - Grande capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
 - Excellente communication et aptitude à vulgariser des concepts complexes ;
 - Capacité à travailler en équipe et à établir des relations interpersonnelles ;
- Qualités :
 - Rigueur, intégrité et sens de l'éthique professionnelle ;
 - Disponibilité à travailler au-delà des heures de bureau et les jours fériés.



VII. Cadre des prestations

Le/La Gestionnaire de la Politique Économique met ses compétences au service du Cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances. Le Chef de Cabinet met à sa disposition toute la logistique nécessaire pour l'exécution de ses tâches. Le/La Gestionnaire est tenu(e) au devoir de réserve et d'éthique professionnelle sur tous les dossiers traités.

VIII. Procédure de candidature

Soumission des candidatures

Les candidats intéressés doivent soumettre leur candidature par e-mail. L'adresse e-mail pour l'envoi des candidatures sera précisée dans l'annonce officielle.

Documents requis

1. **Curriculum Vitae (CV)** : Un CV détaillé mettant en avant les qualifications, expériences et compétences pertinentes pour le poste ;
2. **Lettre de présentation** : Une lettre expliquant l'intérêt du candidat pour le poste et détaillant comment son parcours répond aux exigences du rôle.

Encouragement des femmes candidates

Le Gouvernement d'Haïti est engagé en faveur de l'égalité des sexes et encourage vivement les femmes qualifiées à postuler.

Date limite de candidature

Toutes les candidatures doivent être soumises avant la date limite spécifiée dans l'annonce.

Informations de contact

Pour toute question ou information supplémentaire, veuillez-vous référer aux coordonnées fournies dans l'annonce de l'emploi.

